



**POSTAUX
DE PARIS**

Fédération Nationale des Salariés du Secteur des Activités Postales et de Télécommunications
SYNDICAT DES SERVICES POSTAUX DE PARIS - 67 rue de Turbigo - 75139 PARIS CEDEX 03
CCP PARIS 14 569-53 A - Téléphone : 01 48 87 68 15 - Télécopie : 01 42 74 66 27
Site - www.cgt-postaux.fr - E.mail : cgt.postaux@wanadoo.fr



Paris, le 18 Mars 2010

SECTION PARIS 11

UNE RIPOSTE EST NECESSAIRE TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE LE 23 MARS !

Après Balladur en 1993, Juppé en 1995, Raffarin en 2003, le gouvernement actuel veut à nouveau s'attaquer aux retraites durement gagnées par les salariés. La grande grève des cheminots de 1995, avec la participation de larges secteurs des travailleurs du public a permis de mettre toute tentative de réforme au placard pendant huit ans. Mais depuis, les gouvernements successifs et le Medef n'ont cessé de vouloir rogner encore sur nos revenus.

Ils pleurent la bouche pleine

A les entendre, ce serait la catastrophe, il n'y aurait plus d'argent dans les caisses de la Sécu pour payer des retraités de plus en plus nombreux...et qui vivraient de plus en plus longtemps.

Mais de l'argent il y en a...

- la productivité du travail – ce que chaque travailleur produit en moyenne – n'a pas cessé d'augmenter, de 2% par an. Entre 1998 et 2007, cette productivité a augmenté de 47%. Les richesses produites par l'ensemble des travailleurs a doublé depuis 1980. Mais notre pouvoir d'achat, qui aurait dû doubler aussi, n'a fait que régresser.
- Le déficit actuel de cinq milliards des caisses de retraites n'aurait donc pas lieu d'être si toutes ces richesses n'étaient pas accaparées par les entreprises et les patrons, ces caisses seraient même largement excédentaires.
- Rien qu'en 2009, l'Etat a exonéré les patrons de 30 milliards d'euros de charges. Les traders des banques, à eux seuls, ont reçu plus de 2 milliards de bonus en cadeau.
- Le saviez-vous ? Les cotisations des employeurs pour les caisses de retraites complémentaires n'ont pas augmenté depuis... 1979 !

Salaires et retraites amputés

A côté de ça, 14 millions de retraités vivent avec des revenus inférieurs au SMIC, 4 millions avec moins de 900 euros. Et pour les jeunes salariés d'aujourd'hui, ce qui se prépare est pire puisque depuis 2003, il faut cotiser 41 ans à plein temps pour avoir une retraite pleine et le calcul de celle-ci a été revu à la baisse. Résultat : rien que depuis 2003, le montant des retraites a été amputé d'à peu près 20%. Un exemple des belles retraites qu'ils veulent nous faire : en Irlande, où les travailleurs sont obligés de cotiser à des assurances et des fonds de pensions privés cotés en bourses, la crise boursière a fait perdre à la grande majorité d'entre eux entre 30 et 40% de leurs retraites. Et cela en quelques mois !

Avec l'augmentation du chômage – un nombre de chômeurs plus proche des 5 millions que des 3,2 millions officiels – ce sont des cotisations en moins qui tombent dans les caisses de la sécu. Un million de salariés rapportent 5 milliards supplémentaires aux caisses de retraite.

Il faudra réclamer notre dû

Revenir aux 37,5 ans de cotisations au lieu des 41 qu'on nous impose aujourd'hui et que le gouvernement voudrait encore rallonger, partir à 60 ans, voire avant, avec une retraite pleine, cela est possible.

Mais il faudra pour cela être prêts à se mobiliser, les salariés du privé comme du public, pour mettre un frein aux suppressions d'emplois et aux licenciements ; pour exiger du patronat qu'il renfloue les caisses : les 47 milliards de profits des seules entreprises du CAC 40 peuvent payer 4 fois le déficit de la sécurité sociale.

**Alors en grève et en manifestation le 23 mars,
soyons le plus nombreux possible !**

RDV au cortège à 14h place de la République.